



UN CAMP POUR LE DROIT AU LOGEMENT

Le 21 mai prochain, les militantEs du Comité logement Rive-Sud et du FRAPRU se réuniront à l'occasion d'une grande manifestation pour donner le coup d'envoi au « Camp pour le droit au logement ».

Le Camp s'inscrit dans la campagne « Un logement, un droit » du FRAPRU amorcé en 2014 qui comprenait plusieurs autres interventions, dont des manifestations nationales, la publication du « Dossier noir sur le logement et la pauvreté » et du document « Femme, logement et pauvreté ». Pour le Camp, plus d'une centaine de personnes, mal-logées, itinérantes ou militantes provenant de partout au Québec s'installeront sur un terrain bien en vue, et y installeront un campement pour une durée indéterminée.

L'objectif du Camp est d'attirer l'attention de l'opinion publique sur l'ampleur et l'urgence des problèmes de logement et d'itinérance et forcer les gouvernements provincial et fédéral à investir dans le logement social.

Des appuis :

Le Camp pour le droit au logement reçoit des appuis de taille. Effectivement des réseaux internationaux et des organisations de lutte pour le droit au logement et le droit à la terre d'autres pays appuient le Camp. De plus, près d'une quarantaine de personnalités publiques québécoises ont signé une déclaration d'appui pour le Camp. Dans cette liste nous retrouvons Anarchopanda, Marc Béland (acteur), Michel Côté (acteur), Lise Dion

(Humoriste) et plusieurs autres.

Nos revendications :

Le Comité logement Rive-Sud et le FRAPRU revendiquent un accroissement majeur des investissements en habitation du gouvernement québécois de manière à financer 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans. Du gouvernement fédéral nous exigeons le maintien des subventions aux logements sociaux existants et une augmentation de 2 milliards \$ par année de son aide au développement de nouveaux logements sociaux.

Durée :

Nous savons que le Camp commencera le 21 mai, mais nous ne savons pas quand il va se terminer. L'objectif est de rester sur place le plus longtemps possible ou jusqu'à ce que nous ayons des engagements clairs de la part paliers de gouvernement provincial et fédéral. Ultimement, ce sont les campeurs qui décideront de la durée du Camp.

Activités :

Plusieurs activités, ouvertes à la population, seront organisées lors du Camp. Des actions auront lieu quotidiennement pour donner de la visibilité aux revendications : Ateliers d'éducation populaire sur des enjeux variés; grandes conférences sur des thèmes d'actualité; activités artistiques et culturelles; activités conçues spécifiquement pour les enfants. L'horaire détaillé des activités est disponible en ligne au www.frapru.qc.ca/camp.



BILAN DES MOBILISATIONS

Le Comité logement est resté très actif, dans les derniers mois, pour défendre les droits des locataires et pour dénoncer les politiques d'austérité du gouvernement libéral.

Février

Dans le mois de février les membres du Comité logement ont participé en grand nombre à diverses actions. Le 18 nous étions une trentaine de membres du CLRS à une manifestation du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLAQL) devant les bureaux du ministre Pierre Moreau pour dénoncer les longs délais à la Régie du logement. Le 23 nous étions une quinzaine à l'action éclair devant les bureaux du député Merlini à Laprairie. Le 26 nous étions de la cinquantaine de militantEs du FRAPRU qui ont occupé durant 30 minutes, une succursale de la Banque Scotia à Montréal. Le 27 nous avons participé au « procès » du gouvernement libéral de Philippe Couillard devant le Palais de justice de Longueuil organisé par la Troc Montérégie.

Mars :

Au mois de mars, dans un contexte pré-budgétaire et dans le cadre de la campagne « un logement, un droit » du FRARPU, le Comité logement s'est mobilisé pour défendre le programme AccèsLogis, seul programme qui permet encore la création de nouvelles unités de logement social au Québec. Le 12 mars nous étions une vingtaine à Sherbrooke en solidarité avec l'Association des locataires de Sherbrooke. Le 21 mars nous étions une trentaine à Québec pour la manifestation nationale du FRAPRU. Le 30 mars un militant du Comité logement a participé à une action à la Chambre des Commerces lors du dévoilement du budget provincial.

Avril :

En avril nous avons tenu nos assemblées générales, les 8 (Châteauguay) et 14 (Longueuil). Le 20 nous avons participé à l'occupation du bureau de comte de Justin Trudeau, dans le cadre de la campagne « sauvons nos logements sociaux » du FRAPRU.

Grève sociale! Grève sociale, contre le parti libéral!

Le Comité logement Rive-Sud, comme des milliers de personnes au Québec, a participé à la grève sociale déclenchée pour s'opposer aux mesures d'austérité, à l'occasion du 1^{er} mai, Journée internationale des travailleurs et des travailleuses. Il s'est joint à un vaste mouvement de grève contre les politiques d'austérité du gouvernement Couillard qui implique quelque 860 organisations communautaires, féministes, syndicales et étudiantes partout dans la province.

Ce fut une journée de grève chargée et active! Les membres du Comité ont participé en grand nombre aux nombreuses actions durant la journée;

7h30-9h : Distributions de tracts aux endroits stratégiques (Boul. St-Jean Baptiste à Châteauguay et Métro Longueuil).

9h30-11h30 : Manifestation d'appui aux actions de perturbation contre l'austérité à Montréal de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics.

12h-14h : Dîner devant le Comité logement Rive-Sud en grève!

14h30 : Marche dans la rue jusqu'au bureau de Pierre Moreau, député de Châteauguay et ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (responsable du logement).

15h : Discours et slogans des groupes sociaux (CDC, groupes de femmes, maison des jeunes, etc.) pour dénoncer les politiques d'austérité du gouvernement libéral.

15h30 : Drop de bannière sur un viaduc de l'autoroute 30.

16h : Participation au « Rallye automobile contre l'austérité » sur l'autoroute 30 des groupes syndicaux et communautaires de la Montérégie pour souligner leur mécontentement.

Plus d'une trentaine de militantEs du Comité logement Rive-Sud ont participé d'une manière ou d'une autre à cette journée d'actions pour faire la grève sociale! Merci pour votre participation et bravo pour la visibilité du CLRS.



BUDGETS FÉDÉRAL ET PROVINCIAL

Budget Québec : AccèsLogis coupé de moitié

C'est le 26 mars dernier que la nouvelle est tombée. Le ministre des Finances, Carlos Leitao annonce que son gouvernement ne financera pas 3000 unités de logements sociaux via le programme AccèsLogis comme c'était le cas l'année dernière, mais plutôt 1500. Il remplace les unités perdues par la privatisation de l'aide au logement, soit un supplément au loyer privé pour 1000 ménages en 2015-2016 et 1200 pour les 4 années suivantes en prétextant aider plus de personnes ainsi.

Aider moins, moins bien.

Il est faux de croire, comme le prétend le gouvernement Couillard, que cette nouvelle mesure aidera davantage de ménages. Tout d'abord, parce qu'elle ne créera pas de nouveaux logements, donc pas plus de petits logements pour les personnes seules où les couples, qui sont pourtant en demande sur le territoire de la MRC de Roussillon. Pas plus de grands logements pour les familles dans l'agglomération de Longueuil. Ensuite, les suppléments n'amélioreront pas non plus la qualité des logements qu'on retrouve sur le territoire condamnant les locataires à rester dans des habitations désuètes et parfois malsaines pour la santé. Cette mesure ne revitalisera aucun quartier et n'aidera pas les locataires à sortir de la logique du profit. Le Comité logement Rive-Sud répétant depuis plusieurs années que le logement doit être considéré comme un droit et non comme une marchandise. Austérité encore cette année

Avec des coupures à l'aide sociale, des gels de salaires, des hausses minimales en santé et en éducation et des coupures dans les services publics, les libéraux nous servent encore une fois un budget marqué par l'austérité. Devant un tel scénario, il est légitime de se demander quel avenir durable pour le logement social? De craindre une tendance vers de nou-

velles tarifications et baisses d'impôts pour les plus riches, lourde de conséquences pour la classe moyenne et les plus pauvres.

Budget fédéral : les riches d'abord!

C'est avec regret que nous avons appris le 21 avril dernier que le ministre fédéral des finances, Joe Oliver, a choisi de faire passer les intérêts des plus riches d'abord en leur accordant des allègements fiscaux plutôt que d'affecter ces sommes à l'aide aux plus démunis.

Il est scandaleux de voir qu'encore cette année, le gouvernement Harper n'a pas annoncé le maintien à long terme des subventions de 568 000 logements sociaux existants au pays, dont 125 000 au Québec. En 2015-2016, ces subventions prendront

fin pour 50 000 logements, ce qui entraînera des hausses de loyer majeures pour les locataires à faible revenu qui y demeurent. Tous les autres logements seront affectés au cours des années suivantes. Tout ce que le gouvernement propose, ce sont des mesures pour permettre aux coopératives et aux OSBL toujours financés de contracter sans pénalité de nouvelles hypothèques. Encore des miettes qui ne résoudront pas le problème d'accessibilité financière des logements sociaux qui ne recevront plus de subventions fédérales.

De plus, aucun accroissement significatif pour le logement et l'itinérance. Silence radio en ce qui concerne les problèmes de logement et de surpeuplement dans les communautés autochtones, que ce soit celles des Premières nations ou du peuple inuit du Nunavik.



DÉVELOPPEMENT

Dans la dernière année, l'avancement des projets de logement social était plutôt au ralenti.

Nous avons trois projets déposés à la Société d'habitation du Québec et sans réponse depuis plus de 12 mois. L'un d'eux a reçu sa lettre de réservation d'unité après 18 mois d'attente. Et bien (roulement de tambour), nous avons deux maintenant autres projets qui peuvent aller de l'avant, un à Châteauguay et l'autre à Longueuil.

Ce n'est pas tout, une construction de 44 logements, sur laquelle des bénévoles travaillent depuis plus de 5 ans, vient de franchir une étape importante. Le chantier des Habitations Trilogis Saint-Constant est commencé (photo) depuis le 22 avril 2015. (Cris de joie, danse de célébration et tapes sur les épaules). Vous pourrez aussi suivre l'avance-



ment du chantier via l'album photo dans Facebook. Nous tenons à souligner la ténacité et l'implication de Chantal Brazeau, Georgette Côté, André Guérin, Patricia Jardel et Denise Mantha. Ces personnes, et d'autres avant elles, ont tenu le flambeau pour que ces logements deviennent réalité malgré les difficultés, les volte-face et les changements de site.

Sur ce point, nous voulons aussi remercier la firme d'architecture Ædifica qui a dû reprendre son travail chaque fois que le projet a changé de terrain.

Pour les locataires qui aimeraient habiter l'un des 44 logements (20 pour familles et personnes seules et 24 pour personnes âgées), vous pouvez vous inscrire sur la liste en appelant Carol-Ann au 450-699-3060, poste 2.

DÉPÔT DE GARANTIE

Par le biais d'une pétition, une association de propriétaires tente de réclamer le droit au dépôt de garantie. Mais qu'est-ce qu'un dépôt de garantie?

Un dépôt de garantie c'est un montant d'argent (généralement l'équivalent d'un mois de loyer) laissé au propriétaire lors de la signature du bail et qui sera remboursé au locataire si le logement est remis en bon état lorsque ce dernier quitte. Pourtant, l'article 1904 du Code civil du Québec est clair et il interdit d'exiger un dépôt de garantie pour louer un appartement. Cette pétition est d'autant plus risible du fait qu'il existe déjà des recours judiciaires en cas de dommages

matériels causés au logement et ces recours permettent aux propriétaires d'obtenir réparation du préjudice subi.

Qui jugera si l'état des lieux au moment du départ du locataire révèle des différences avec l'état des lieux lors de la prise de possession du logement? Le propriétaire? Une telle situation entraînerait des abus, vous en conviendrez. Aussi les ménages à faible revenus seraient les premiers touchés par un changement dans la loi. Cette pétition, Mario Laframboise, le député de Blainville et porte-parole de la Coalition Avenir Québec, a accepté de la déposer à l'Assemblée nationale. M. Laframboise nous offre ainsi une autre opportunité de preuve que la CAQ n'est pas l'amie des locataires.

Activités à venir...

Jeudi 21 mai : Camp pour le droit au logement du FRA-PRU: Rassemblement est à 13h00 au Square Dorchester à Montréal (métro Peel ou Bonaventure).

Mercredi 17 juin: Assemblée générale annuelle du Comité Logement Rive-Sud: De 14h00 à 20h00 au manoir d'Youville sur L'Île Saint-Bernard à Châteauguay.